

Pour résoudre la catastrophe de la gestion des résidences pour aînées **Réquisitionner les grandes entreprises pour produire le matériel protecteur**

Le parti parlementaire Solidaire, pour tenter de renouer avec sa base militante mais sans réactiver virtuellement les structures normales du parti ce qui l'obligerait à rendre des comptes, invite à une « *période de question* » virtuelle qui demande aux membres si « *le système de santé québécois était bien préparé à affronter la pandémie, et ce qui aurait pu être fait différemment.* » Les gens de bonne volonté connaissent la réponse à la première partie de la question. Reste la deuxième partie.

La réaction gouvernementale à la perte de contrôle catastrophique de la gestion des résidences pour personnes âgées range le taux de mortalité pandémique du Québec dans la pire catégorie mondiale et est le pire taux des provinces canadiennes. Tant la mobilisation à la va-vite des volontaires expérimentées jaugées et jugées bureaucratiquement, des gens aux études dans le domaine de la santé, des pauvrettes de l'économie sociale qui en ont plein les bras avec le service à domicile, des richissimes médecins spécialisés payés plus de dix fois la rémunération des préposées qui auraient mieux à faire pour minimiser les morts collatéraux, et de l'armée canadienne aux effectifs sanitaires insuffisants pour la tâche, rien n'y fait. Il faut maintenant vider les effectifs dans les hôpitaux non affectés à la lutte contre le covid-19 dans les régions plus épargnées pour les dépêcher dans ces résidences. Et seulement la moitié des postes rendus vacants par surtout la maladie des préposées a été comblés à ce jour.

La hausse des salaires est une fausse bonne réponse. Bonne parce qu'elle était due depuis au moins 20 ans comme signalé à cor et à cris par non seulement les syndicats, fausement et ignoblement accusés par le Premier ministre de l'avoir empêchée, mais hypocritement par le gouvernement lui-même depuis quelques années sans que ça se répercute en offre trébuchante et sonnante. Fausse parce que la hausse effective finalement concédée dans l'urgence est ridicule et injuste vis-à-vis les bas-salariées — elle devra être bonifiée lors des prochaines négociations — et surtout ne répond pas du tout au problème clef. En temps normal bien anormal, ce problème est celui des effectifs, plus précisément des ratios, que malheureusement les syndicats range loin derrière celui des salaires bien qu'existe une bonne corrélation entre les deux. **Les ratios, à considérablement améliorer**, n'en sont pas moins une question à part qui doit faire l'objet de revendications aussi précises que celles salariales et être autant popularisés.

S'il est si difficile de combler les postes vacants en ce moment c'est que le problème clef pandémique réside dans **la pénurie de matériel sanitaire protecteur**, afin de vaincre la peur, que le gouvernement fédéral a liquidé selon le principe néolibéral de gestion des stocks en flux tendus et que le gouvernement provincial a coupé dans son hystérie austéritaire. Pour combler la mesure, la division du travail propre au libre-échange privilégiant les pays à bas salaire pour la production sanitaire de masse a imprudemment éliminé toute production nationale sans prendre en compte le prévisible chacun-pour-soi engendré par toute crise dans un monde mené par la compétition inter-capitaliste et la morale individualiste. Comme les stocks produits en Chine vont aux plus forts, reste pour au moins pallier partiellement à cette pénurie à court terme **la réquisition auprès des grandes entreprises** en mesure d'en produire en masse tout en s'appuyant sur leurs travailleuses et travailleurs surtout s'ils sont syndiqués. Il ne faut pas craindre s'il le faut leur mise en tutelle et d'y dépêcher du personnel compétent et supplémentaire pour accomplir la tâche. Et tant mieux si des PME et TPE, et des regroupements volontaires, à soutenir becs et ongles en leur procurant gratuitement matériel et aide technique, peuvent joindre leurs efforts. Mais ils ne pourraient suffire à la tâche.

À remarquer que cette planification sur le tas réclamée par la pression populaire et ce rigoureux encadrement des entreprises urgemment nécessaires anticipent la planification démocratique et la socialisation (étatisation + démocratisation) des entreprises stratégiques, dont le secteur financier est en première ligne, qu'exige la lutte climatique et pour la biodiversité. (Faut-il d'ailleurs souligner qu'en ce qui concerne les résidences privées pour aînées, **la mise en tutelle** à suivre par la socialisation est à faire immédiatement tellement il devient évident que l'État a résolu la question du soin aux aînées en les jetant de plus en plus dans les bras du secteur privé aux pires conditions malgré le pitoyable état des CHSLD publics.) Ce serait d'ailleurs à ce secteur financier dont celui immobilier, très profitable, généreusement soutenu par la création monétaire de la Banque du Canada sans contrepartie et qui compte profiter post-pandémie de l'endettement publique extra au prix de l'austérité, d'immédiatement faire sa part pour résoudre les fins de moi populaires en annulant, et non pas simplement reporter, les paiements hypothécaires et pour autres dettes personnelles, et les loyers.

Et si le dialogue entre le parti parlementaire et la militance du parti se faisait dans le cadre normal d'un Conseil national internet d'ici la fin juin pour faire le point sur la politique du parti à propos de la pandémie et de la sortie

de cette crise tout en enclenchant le Plan de transition révisé pour donner à la planification démocratique et à la socialisation à l'avenant la priorité sur l'écofiscalité à la remorque de la domination du marché des transnationales ?

Marc Bonhomme, 21 avril 2020

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca